

BACCALAUREAT
SESSION 2014

Coefficient : 4
Durée : 4 h

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SERIE : B

Cette épreuve comporte cinq (05) pages numérotées de 1/5 à 5/5.
Vous traiterez l'un des deux sujets au choix.

SUJET 1 : L'Afrique peut-elle relever le défi de la transformation locale des matières premières agricoles ?

A l'aide des documents et de vos connaissances répondez à la question.

 **Fomesoutra.com**
ça soutra !
Docs à portée de main

Document 1 : La formation et le financement

Un Africain sur trois travaille plus ou moins directement dans la filière agricole, mais le faible niveau d'industrialisation de celle-ci n'a pas permis de sortir les populations de la pauvreté. « L'agro-industrie a un fort potentiel social en termes de création de richesse et d'emplois », insiste la Banque mondiale. Le secteur doit pour cela s'appuyer sur une main-d'œuvre formée et compétitive dans ses usines, et sur des paysans organisés dans leurs champs. Pour combler les lacunes en matière de formation technique, la plupart des multinationales proposent leurs propres programmes, tandis que d'autres, moins nombreuses, n'hésitent pas à importer d'Asie leur force de travail, comme certaines huileries du Bénin qui vont s'approvisionner en Indonésie. Pour faire revenir les jeunes partis dans le tertiaire ou dans les mines afin de profiter de meilleures conditions de travail ou de salaires plus élevés, l'agro-industrie doit revoir sa grille de rémunération « et donc s'engager dans la voie de la transformation afin de dégager la valeur ajoutée qui lui permettra de mieux payer ses ouvriers et ses paysans », juge Eklou Attiogbevi-Somado.

La FAO estime que pour développer la filière agricole et ses activités de transformation en aval il faudra investir plus de 700 milliards d'euros d'ici à 2050. Si les institutions financières internationales et régionales continuent de jouer leur rôle en débloquant d'importants crédits dans les infrastructures ou dans l'organisation de la filière, la grande majorité des fonds nécessaires doit être injectée par le secteur privé. Siat Gabon a ainsi ouvert 5,5% de son capital aux investisseurs sous-régionaux, tandis que Sifca va déboursier 310 millions d'euros pour développer ses plantations ghanéennes et nigérianes. Mais si les multinationales disposent d'un accès privilégié aux financements, il n'en va pas de même pour les petits exploitants et les PME, qui constituent aujourd'hui l'essentiel du tissu agro-industriel africain. « Avec la disparition des banques de développement, les dossiers sont uniquement entre les mains des banques commerciales, qui imposent des taux d'intérêt beaucoup trop élevés », constate Bio Goura Soulé, consultant sur les questions agricoles au Bénin. Le Sénégal a réussi à imposer une réduction de ces taux. Et la BAD réfléchit à la mise en place d'un système de financement des organismes de microcrédit, qui s'engageraient alors à prêter à des taux préférentiels.

Auteur : Olivier CASLIN

Source : JEUNE AFRIQUE, N° 2748 DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 2013, Pages 101-102

Document 2 : La terre et les infrastructures

L'accès à la terre reste la question fondamentale du développement agro-industriel de l'Afrique, répètent en chœur les experts. « Il faut favoriser l'accès au foncier. Si nous n'avons pas grandi davantage ces dernières années malgré des cours élevés, c'est à cause de cette difficulté d'accès. Cela nécessite d'avoir des régimes fonciers clairs et des accords avec les communautés », déclarait Bertrand Vignes, directeur général de Sifca, à *Jeune Afrique* en avril. Les multinationales ne sont pas les seules à se heurter à ce problème. « Les petits agriculteurs restent confrontés à une insécurité foncière croissante », estime Eklou Attiogbevi-Somado. L'expert de la BAD cite notamment certaines lois coutumières, « qui ne reconnaissent pas les droits des femmes sur la terre alors qu'elles constituent la première force de travail dans l'agriculture africaine ». Tout le défi consiste donc à ce que les pouvoirs publics garantissent l'accès à la propriété, « comme cela commence à être fait en Gambie », reprend l'ingénieur agronome... tout en évitant la spéculation sur les terres. « De nombreux titres fonciers ont été bradés par les Etats, sans obligation de valorisation, à des investisseurs qui les revendent ensuite au plus offrant », note Bio Goura Soulé.

« Tant que les échanges ne seront pas facilités, les coûts logistiques resteront trop élevés et les marchés ne pourront atteindre leur maturité », estime Alexandre Vilgrain, PDG du groupe Somdiaa. Si les ports ont amélioré leurs équipements depuis dix ans, les infrastructures routières et ferroviaires sont en général insuffisantes – quand elles ne sont pas inexistantes –, empêchant tout développement du secteur agro-industriel dans les régions enclavées qui sont également celles des grandes cultures. La zone économique spéciale agricole lancée fin 2012 par l'Etat gabonais à Franceville, dans le sud-est du pays, vise justement à rapprocher les plantations des unités de transformation. « Il est urgent de connecter les zones de production aux grands centres de consommation, dans une logique d'intégration régionale », suggère Eklou Attiogbevi-Somado. Faute de volumes suffisants, le transport aérien n'est pour l'instant pas une option, excepté au Kenya et en Ethiopie, où les compagnies nationales ont mis en place des tarifs préférentiels. L'accès à l'énergie est un autre problème, les délestages récurrents augmentant les coûts de production et empêchant la conservation des aliments. Certaines firmes comme Geocoton développent donc leurs propres ressources énergétiques à partir des déchets organiques qu'elles produisent.

 **Fomesoutra.com**
ça soutra !
Docs à portée de main

Auteur : Olivier CASLIN
Source : JEUNE AFRIQUE, N° 2748 DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 2013, Pages 102-103

Document 3: MBSA, pionnier du gazole vert

Environ 2000 litres d'huile par jour : le pressoir de Mali Biocarburant (MBSA) tournera bientôt à plein régime. La principale récolte de graines de jatropha, un arbuste originaire d'Amérique du Sud, a débuté autour des villes de Sikasso, Kita, Koulikoro et Ouélessédougou. Au total, d'ici à fin octobre, 6000 petits producteurs livreront leur récolte pour qu'elle soit transformée en biogazole grâce à l'adjonction de méthanol.

En 2011, MBSA, pionnier en Afrique de l'Ouest sur ce créneau, a raffiné 220 000 litres de ce gazole issu de l'agriculture. « Cela reste notre année de référence, car 2012 a été largement perturbée par la crise qu'a traversée le pays », précise Koreissi Touré, directeur de la production. La capacité de raffinage devrait toutefois décupler prochainement, avec l'installation d'une nouvelle usine. Depuis la création de l'entreprise par l'agroéconomiste néerlandais Hugo Verkuijl, en 2007, plus de 2 millions d'euros ont été investis.

« Les besoins du marché ouest-africain sont gigantesques, mais nous ne voulons pas brûler les étapes », précise Koreissi Touré. Et l'initiative sera rentable à condition que le biocarburant puisse bénéficier des mêmes subventions que l'essence fossile. En attendant que la réglementation malienne évolue, MBSA peut compter sur le soutien du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et de ses actionnaires hollandais : l'Institut royal des tropiques et le Spoorwegen Pensioenfonds (caisse de retraite de la société néerlandaise des chemins de fer).

Actuellement, la production est vendue dans son intégralité à des industriels locaux pour faire fonctionner des groupes électrogènes, des chaudières et même des camions. « Pour ces clients, l'intérêt est double : non seulement ils passent de grosses commandes, mais en plus les coûts logistiques sont réduits », assure le directeur de la production. L'entreprise envisage aussi un accord avec un distributeur pétrolier pour mélanger son biocarburant avec du diesel classique afin de le vendre aux automobilistes.

Auteur : Olivier CASLIN
Source : JEUNE AFRIQUE, N° 2748 DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 2013, Pages 102-103

Document 4: Le Maroc transforme les produits de la mer

Agadir, ce parc d'activités doit offrir, sur 150 hectares, des infrastructures innovantes pour la transformation des produits de la mer.

AGADIR est la première plateforme de transformation halieutique du Royaume, leader mondial de la sardine en conserve. Contraintes, depuis le début des années 2000, de répondre à l'évolution des normes de leur principal débouché commercial, l'Europe, les entreprises de la ville « sont à la pointe des termes d'appropriation des procédés techniques », souligne l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Outre son savoir-faire, Agadir offre un accès aux principales zones de pêche de l'Atlantique, de même qu'aux réseaux routiers et aériens. Les exportations marocaines de produits de la mer ont rapporté 1,05 milliard d'euros en 2011, soit 6,8% des exportations totales du pays.

Auteur : Saïd Aït Hatrit
Source : JEUNE AFRIQUE, N° 2748 DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 2013, page 114

Document 5: En Côte d'Ivoire, Irobo tourne à plein régime

C'est l'une des huit usines de Palmci. Chaque année, elle produit 35 000 tonnes d'huile de palme brute.

Sur la route qui relie Abidjan au port de San-Pédro, les plantations d'héveas succèdent aux bananeraies et aux palmeraies. En termes de température comme d'hydrométrie, la région est un paradis pour les agro-industriels, dont Palmci, filiale de Sifca (52,5% du capital). Au kilomètre 105, la petite bourgade d'Irobo abrite l'un des huit sites du groupe. Construite en 1970, l'usine presse chaque année plus de 35 000 tonnes d'huile de palme, soit 12% de la production totale de Palmci, et fait vivre directement et indirectement plus de 3 000 ménages. Sans surprise, l'entreprise est au cœur de la vie locale. Elle participe à la gestion de trois cités réservées à ses cadres, de sept villages, de trois jardins d'enfants, de huit écoles primaires et de trois centres de santé. Même la banque installée à l'entrée de l'usine est venue à sa demande.

Comme les autres huileries de Palmci, celle d'Irobo tentera en 2013 d'élever son rendement pour limiter l'impact de la baisse du cours de l'huile de palme observée depuis avril 2012 (- 33%). Plusieurs fois augmentée, la capacité de production d'Irobo atteint aujourd'hui 60 tonnes d'huile par heure et pourrait grimper à 75 t prochainement. Pour s'approvisionner, le groupe, dont le chiffre d'affaires a atteint 246 millions d'euros (161,6 milliards de F CFA) en 2012, exploite tout autour de l'unité industrielle plus de 7 200 ha. Dans ses plantations, neuf travailleurs sur dix sont des hommes. Le site peut aussi compter sur plus de 2 000 planteurs indépendants cultivant 11 400 ha.

A Irobo, tout commence toujours à la pépinière, accessible depuis l'usine après une quinzaine de minutes de 4x4 sur une piste de latérite. Repartis sur 8,6 ha, des dizaines de milliers de plants sont choyés par une cinquantaine d'ouvriers. C'est le seul endroit où les femmes sont majoritaires ; « car elles sont minutieuses », estime Katiénédio Sekongo, responsable des plantations industrielles de Palmci. Nous sommes début juin et les jeunes palmiers ont maintenant 9 mois. Arrosés tous les jours pendant une à deux heures, nourris avec du compost et des intrants, ils vont bientôt être vendus à prix coûtant (750 F CFA l'unité aux planteurs villageois. Une fois mis en terre, il faudra attendre un peu plus de deux ans pour qu'ils commencent à produire. D'abord, 3 t de régimes à l'hectare, puis 16 t à partir de 5 ans, avant d'atteindre un plafond de 24 t entre 9 et 18 ans. Lorsque leur rendement tombera sous la barre des 10 t à l'hectare, vers 25 ans, les palmiers seront abattus. A Irobo, 94% du verger de Palmci a moins de 18 ans.



Docs à portée de main

Source : JEUNE AFRIQUE, N° 2748 DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 2013, page 117

Document 6: Recourir à la technologie et protéger l'environnement

Sur le continent, le secteur agro-industriel représente environ 15% du PIB africain, mais une poignée de pays seulement (Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Egypte, Ghana, Kenya, Maroc, Tanzanie, Zambie) transforme localement un tiers de ses exportations agricoles, malgré quelques beaux exemples de réussite dans le palmier à huile, avec la Société camerounaise des palmeraies (Socapalm), et l'hévéa, avec la Société internationale des plantations d'héveas (SIPH, filiale de Sifca et de Michelin).

[...] Le secteur agricole africain se caractérise par sa faible productivité. Si le continent cultive aujourd'hui 15% des terres arables de la planète, il ne participe qu'à hauteur de 5% aux volumes de production mondiaux. « On ne peut pas nourrir 1 milliard de personnes en continuant à travailler à la houe ! » s'emporte Eklou Attiogbevi-Somado. Pour améliorer les rendements, « il faut généraliser l'utilisation des intrants », reprend l'expert de la BAD. D'après la FAO, l'Afrique subsaharienne utilise 10 kg d'engrais par hectare, bien en dessous de la moyenne mondiale (102 kg/ha). La situation pourrait néanmoins s'améliorer si les projets de production d'intrants se concrétisaient à travers le continent, comme celui de Gabon Fertilizer Company, lancé par le singapourien Olam et l'indien Tata Chemicals. Dans le même temps, l'irrigation n'a pas décollé, pas plus que l'utilisation de machines agricoles, malgré, là encore, des coups de pouce de l'Inde (notamment au Cameroun). Reste que les coûts de maintenance du matériel sur place sont encore trop élevés pour permettre une mécanisation étendue, et que « les échanges technologiques sont quasi inexistantes avec les populations locales », regrette Bio Goura Soulé.

[...] Ou plutôt sur « les » environnements. Car aux contraintes écologiques imposées notamment par les bailleurs de fonds s'ajoute l'environnement des affaires, que tous souhaitent voir « assaini ». Priorité confirmée par Bio Goura Soulé, davantage préoccupé par « l'omniprésence des lourdeurs administratives », tandis qu'Alexandre Vilgrain souhaiterait que « le cadre réglementaire se stabilise un peu pour que les investisseurs disposent de plus de visibilité ». En matière environnementale, l'Afrique serait presque vertueuse comparée aux autres continents, même si plusieurs multinationales sont critiquées pour leurs pratiques pas toujours très respectueuses. En mars, l'américain Herakles Farm a ainsi reçu l'ordre du gouvernement camerounais de suspendre ses activités dans le pays. « En instaurant rapidement un cadre et des mécanismes de surveillance, l'Afrique évitera de reproduire les erreurs des autres », espère Eklou Attiogbevi-Somado. De leur côté, les opérateurs privés estiment que « la réglementation est parfois plus stricte qu'en Europe », pendant que les cotonniers demandent que la législation sur la culture des organismes génétiquement modifiés (OGM) soit clarifiée.

Source : JEUNE AFRIQUE, N° 2748 DU 8 AU 14 SEPTEMBRE 2013, page 101, 103

SUJET 2 : La privatisation des banques publiques peut-elle contribuer à l'émergence économique de la Côte d'Ivoire ?

A l'aide des documents et de vos connaissances répondez à la question.

LE POINT SUR LA PRIVATISATION DES BANQUES DE L'ETAT

 **Fomesoutra.com**
ça soutra !
Docs à portée de main

Document 1: La décision de privatisation

Du haut de la tribune du Medef Internationale lors de sa visite d'Etat à Paris du 25 au 27 janvier le Président Alassane Ouattara avait officiellement porté à la connaissance de tous sa volonté de privatiser et liquider les cinq banques publiques détenues majoritairement par l'Etat ivoirien. Il s'agit de la Banque Nationale d'Investissement (BNI), la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI), la Banque pour le Financement Agricole (BFA), la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) et Versus Bank. Le principal argument évoqué était que ces banques servaient de financements occultes à l'ancien régime. De plus, il était reproché à ces banques une mauvaise gouvernance financière. De ce fait, le Président de la République, Alassane Ouattara souhaiterait laisser le secteur privé prendre le contrôle de tout le système bancaire ivoirien, d'où le retrait pur et simple de l'Etat dans cette sphère de l'économie nationale.

Des semaines durant, cette annonce a défrayé la chronique et suscité des réactions sur les scènes politiques, économiques et diplomatiques. Bon nombres d'intervenants se sont mêlés aux débats, parfois très contradictoires. Si certains jugeaient une telle décision opportune, d'autres la battaient carrément en brèche. Et de véritables controverses se sont installées dans cette affaire de privatisation ou liquidation des banques publiques en Côte d'Ivoire. Pourtant, très peu de personnes ont publiquement porté leur voix, la plupart des interventions s'effectuant en sourdine ou dans les couloirs de l'Administration publique et du monde des affaires. Cette décision de privatisation des banques devenait, dès lors, plus politique qu'économique, pourrait-on dire. Quant aux banquiers, eux-mêmes, ils s'interrogent sur les bienfaits ou méfaits d'une telle décision pour tout le système bancaire ivoirien. Quelques mois après, une certaine accalmie s'est installée. Mais les autorités ivoiriennes n'ont guère baissé les bras pour donner forme à ce projet majeur. Quant au chef de l'Etat, Alassane Ouattara, l'on reconnaît la volonté du politique, banquier et économiste de vouloir joindre l'acte à la parole donnée. Néanmoins, deux ans après, où en est-on de cette démarche de privatisation annoncée ?

Auteur : Jean-Jacques AMONT,

Source : *Côte d'Ivoire Economie* Magazine, Décembre 2013, pages 14, 16.

Document 2: Quelques indications significatives

Même s'il n'y a pas encore de signes visibles, l'on doit reconnaître que les étapes non négligeables sont franchies dans le processus de la privatisation ou liquidation des banques publiques. Depuis lors, les propositions de rachat de ces banques se sont multipliées, tant au niveau des investisseurs nationaux qu'étrangers. En première position, la Société Immobilière et financière de la Côte africaine (SIFA), groupe agro-industriel ivoirien, a formulé auprès de l'Etat une offre de rachat de la Banque de Financement de l'Agriculture (BFA). En fait, ce groupe industriel qui s'affiche comme le leader de l'agro-industrie ivoirienne nourrissait depuis longtemps le désir de s'appuyer sur une institution bancaire à son compte pour stimuler davantage ses activités. Et, l'occasion de la privatisation se prête pour concrétiser ce rêve et réaliser de bonnes affaires ; le second acquéreur est l'assureur africain Sunu, qui vise la Versus Bank. Bien que ces deux actions ne soient pas encore concrétisées, des sources introduites dans le milieu bancaire en attestent. Quant à la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI), sa situation n'est pas encore très bien élucidée. Nos investigations n'ont pu relever ceux qui tentent de conquérir cette banque. D'ailleurs, l'un des hauts responsables de la BHCI disait que son institution n'était pas concernée par cette affaire de privatisation. Cela pourrait se confirmer. Car présentement, la BHCI reste très engagée auprès de l'Etat dans sa politique de viabilisation des terrains et la politique de construction de logements sociaux, aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Hormis ce cas hybride, il y a d'autres faits qui viennent contredire la thèse de la privatisation tout azimuts.

Auteur : Jean-Jacques AMONT

Source : *Côte d'Ivoire Economie* Magazine, Décembre 2013, pages 14, 16.

Document 3: Deux banques ne seront pas privatisées

Dans cette affaire, l'on se rend aussi compte que toutes les banques visées ne risquent pas d'être privatisées ou liquidées. Selon des informations concordantes, la Banque Nationale d'Investissement (BNI) et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de prévoyance (CNCE) devraient fusionner pour devenir la banque nationale publique de l'Etat, qui sera l'unique entité. Une donnée qui vient contrebalancer l'idée initiale du Président Alassane Ouattara. Peut-être que les acteurs publics et politiques se sont-ils rendu compte du rôle que l'Etat doit encore jouer sur le marché bancaire national. Un certain dynamisme s'affiche en effet depuis la fin de la crise postélectorale. Sans oublier que les cinq banques initialement visées se sont redynamisées depuis l'annonce de leur privatisation et la plupart d'entre elles affichent des résultats bien meilleurs que par le passé. De surcroît, chaque banque intervient dans un secteur stratégique de la vie de l'Etat – une autre exigence pour une économie en pleine mutation et en croissance. La privatisation a-t-elle encore sa raison d'être ? Probablement pour deux

d'entre elles, la BFA et la Versus Bank, c'est-à-dire – dire celles que plusieurs observateurs de la vie économique nationale prévoyaient comme étant liquidées dès le départ. Quant à la BNI et la CNCE, qui affichaient des résultats déjà remarquables, elles devraient demeurer en l'état. Du coup, les investisseurs étrangers, notamment français, ne sont plus visibles dans la conquête des banques publiques ivoiriennes. Certes, la CNCE était bien dans le viseur d'une banque hexagonale. Et en attendant que toutes ces informations se concrétisent et que l'annonce de la première banque liquidée ou privatisée soit rendue publique, les tractations vont bon train. Il se trouve même que les autorités ivoiriennes ont, depuis quelques mois, commis le cabinet international Pricewaterhouse pour travailler sur tous les dossiers en vue d'accélérer le processus de privatisation. Ces experts doivent juger de la crédibilité des offres en présence. Et l'on s'attend à connaître leurs premières conditions au premier trimestre de l'année 2014.

Document 4: Un marché hautement concurrentiel

Le dynamisme du marché ivoirien n'est pas le fait de ces deux ténors uniquement. Des institutions bancaires comme la Banque Internationale de l'Afrique Occidentale (BIAO-CI) devenu N'SIA Bank -, la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire (BACI), la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Côte d'Ivoire (BICICI) et la Société Ivoirienne de Banque (SIB) – détenue par le groupe marocain Attijariwafa Bank, présentent des performances remarquables. Cette année encore, l'on a assisté à l'ouverture de nouvelles agences, des produits nouveaux, des politiques de proximité pour capter l'attention d'une clientèle devenue très exigeante. Toutes ces banques se sont hissées dans l'ère du numérique, avec des cartes bancaires proposées à presque tous les clients. De même, ces banquiers ont rebâti leurs politiques sur les terminaux de paiements électroniques (TPE). Un dispositif qui rapproche un tant soit peu les banques de leurs cibles. Cela contribue à accroître l'engouement des populations.

Présentement, l'on compte près de 600 guichets monétiques sur l'étendu du territoire national. La concurrence amène chaque entité à déployer des stratégies marketing et commerciales innovantes pour se maintenir dans la course. Il y a également le monde des affaires qui présente des opportunités énormes, ce qui se traduit par le fait que chaque banque parvient à tirer son épingle du jeu. En témoignent les institutions bancaires qui continuent de lorgner le marché ivoirien. En 2012, trois nouvelles banques se sont installées et cette année, une autre est annoncée. De même, le processus de privatisation des banques publiques amène celles qui sont dans le privé à renforcer leurs bases. D'autres concurrents arrivent bientôt, avec certainement des stratégies nouvelles et des approches différentes. L'heure d'une concurrence accrue s'annonce donc.

Document 5: L'accès au crédit demeure problématique

Selon une étude réalisée par l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE) 85,4% des entreprises affirment que leurs ennuis proviennent des difficultés d'accès au financement. Les banquiers ivoiriens, de leur côté estiment qu'ils ne peuvent se permettre d'offrir des prêts tous azimuts. « Il faut des épargnes de long terme pour financer des prêts à longue échéance de remboursement », affirment-ils. Et la rigueur observée par les banques sur la gestion des risques n'est plus à démontrer. De plus, l'on remarque que le taux de bancarisation de 14,7% affiché en 2012 par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ne concernerait que la moitié des établissements bancaires, les institutions de micro finance contribuant pour l'autre moitié à cette bancarisation. Il faut donc que les banques poussent plus loin leurs actions, de sorte que les populations se rapprochent davantage d'elles. Ce que les clients recherchent ; ce sont des prêts pour booster leurs activités. La plupart n'obtiennent pas satisfaction. Pourtant cela est une exigence pour accroître le niveau des épargnes privées nationales, surtout à long terme, qui restent vrai catalyseur de la relance économique. Ce sont elles qui permettent de financer l'économie tout entière.

En Côte d'Ivoire, le potentiel économique est énorme, mais les banques ne créent pas toujours les conditions pour exploiter au mieux. Une chose saute aux yeux, les coûts de crédit bancaire, qui est encore élevé pour l'ivoirien moyen. Actuellement, le taux de base bancaire (TBB) est autour de 9,5% et cela amène les banquiers à pratiquer des taux d'intérêts sur les prêts octroyés dans l'ordre de 12 à 14%. Le crédit coûte encore trop cher en terre ivoirienne, comparativement à un pays comme la Tunisie où le TBB est autour de 6%. Espérons que la situation va s'améliorer. Avec l'avènement prochain des bureaux de crédits, l'on peut être déjà optimiste. Ce sera l'occasion pour les nombreux porteurs de projets, des jeunes en majorité, d'avoir la chance de créer des emplois et de la richesse pour eux-mêmes et pour l'économie ivoirienne dans son ensemble. En attendant, les « business Angel » ont fait leur apparition il y a deux ans de cela, et le mécanisme qu'ils proposent est applicable pour booster les entreprises en phase de démarrage, ces fameuse start-up que les banquiers ont du mal à financer...